



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le

01 JUIL. 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TA RECYCLAGE

Chemin du Bois de l'Étang
77181 Le Pin

Références : E/25-1573
Code AIOT : 0006525205

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2025 dans l'établissement TA RECYCLAGE implanté Chemin du Bois de l'Étang 77181 Le Pin. L'inspection a été annoncée le 03 juin 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du contrôle de l'installation dans l'année de sa mise en service par l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TA RECYCLAGE
- Chemin du Bois de l'Étang 77181 Le Pin
- Code AIOT : 0006525205
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TA RECYCLAGE exploite une installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage sur une surface inférieure à 100 m².

L'agrément de la société TA RECYCLAGE permet le traitement d'une quantité maximale de 48 véhicules hors d'usage par an.

Les activités de cette installation sont réglementées par l'arrêté préfectoral n° 2024/DRIEE/UD77/176 du 19 décembre 2024 portant agrément pour l'exercice des activités de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)	Sans objet
4	Respect du plan d'exploitation et données techniques	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 3	Sans objet
5	Entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués	Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, annexe I - Point 10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite d'inspection du 24 juin 2025, l'inspection des installations classées a relevé la non-conformité suivante :

- l'absence de l'enregistrement des bordereaux de suivi des VHU non dépollués admis sur le site dans l'application Trackdéchets.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Obligation de contractualisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : I.-Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
Constats : Dans le cadre de la responsabilité élargie du producteur de la filière VHU, l'exploitant a justifié auprès de l'inspection des installations classées avoir contractualisé avec l'éco-organisme "Recycler mon véhicule" le 20 février 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Obligation de reprise sans frais

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 (II)
Thème(s) : Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
Prescription contrôlée : Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel que soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
Constats : L'exploitant déclare procéder à une reprise sans frais des VHU qui lui sont remis par leur détenteur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique

<p>centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ".</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>(...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le centre VHU est inscrit sur l'application Trackdéchets.</p> <p>L'exploitant a déclaré ne pas avoir été informé et ignorer le fait de devoir procéder à l'enregistrement des VHU acceptés sur le site Trackdéchets et créer un BS VHU pour tout VHU réceptionné sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de procéder à l'enregistrement des bordereaux de suivi de déchets dangereux, dans l'application Trackdéchets, pour tout VHU non dépollué admis au cours de l'année 2025 ainsi que ceux provenant des professionnels (garagistes, fourrières, centre VHU, épavistes autorisés, domaines, etc).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 4 mois</p>

N° 4 : Respect du plan d'exploitation et données techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, article 3</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, L'installation de stockage, de dépollution et de démontage de VHU</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation de stockage, de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage et ses annexes est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier complété de demande d'agrément déposé par l'exploitant.</p> <p>Le stockage de véhicules hors d'usage sur le site ne peut excéder plus de cinq véhicules simultanément.</p>

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que l'installation est disposée, aménagée et exploitée conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'agrément.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/12/2024, annexe I - Point 10

Thème(s) : Risques accidentels, Respect de l'agrément préfectoral

Prescription contrôlée :

L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :

[...]

- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraissseurs,

[...]

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté que les VHU en attente de dépollution sont entreposés sur une dalle bétonnée imperméable dont les eaux de ruissellement sont collectées et traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant leur rejet dans le réseau.

Type de suites proposées : Sans suite